

dernier, de s'organiser en vue de la défense passive, convaincue que c'était nécessaire. Dimanche, je demandais à l'un de ces hommes: Et que faites-vous à cet égard? Il a répondu: "Eh bien! nous avons eu une autre réunion depuis." Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la défense passive, ce ne sont pas par des réunions que le pays se défendra. Il faut faire plus. Il faut accomplir quelque chose de réellement pratique.

L'an dernier, en parlant de cette question, j'ai fait ce que j'avais cru un exposé complet du danger qui menace le pays. J'ai parlé de bombardement atomique, d'attaque aux bombes, de guerre microbienne, de guerre chimique, et ainsi de suite. J'ai signalé la chose à la Chambre, et deux ou trois fois pendant mon discours j'ai déclaré que je n'avais pas du tout l'intention d'alarmer les Canadiens. Il y a maintenant huit ou neuf mois que j'ai prononcé ce discours, qui a fait l'objet d'une discussion au cours de laquelle d'autres membres de la Chambre m'ont appuyé.

Bien que les programmes dont nous a parlé aujourd'hui le ministre puissent exister sur le papier, qu'arriverait-il si ces choses nous arrivaient soudainement sur la tête, ou si nous connaissions un autre Pearl-Harbor? S'il est important de s'organiser, il me semble que depuis lors on aurait dû accomplir beaucoup plus dans les provinces et les municipalités. Jusqu'ici, tout s'est résumé à une question d'arrangements, de travail et de programmes sur papier. Nous devrions avoir quelque chose de plus pratique.

Sans vouloir semer l'inquiétude parmi nos gens, j'aimerais que, sans tambour ni trompettes, on organise une unité efficace de défense passive dans cette région-ci. A mon avis, nous devrions faire plus que nous n'avons fait jusqu'ici. Voyons ce qui pourrait arriver si, d'aventure, Ottawa, la capitale, était bombardée. Cela pourrait arriver. Ce n'est peut-être pas une cible industrielle, mais on pourrait la bombarder à cause de l'effet moral. Ou bien, supposons qu'on bombarde les endroits de la région où nous produisons de l'électricité. Sans donner de noms, je puis dire qu'il s'en trouve à proximité de la capitale. La vallée de l'Outaouais compte une ou deux centrales qui produisent une bonne partie de l'électricité qu'emploient les industries de l'Ontario. Certains actes de sabotage ou même un raid-surprise pourraient les immobiliser et immobiliser en même temps toutes nos industries.

En ce qui concerne la capitale, même si la défense passive est divorcée d'avec le ministère de la Défense nationale, on se demande aussi de quelle protection nous jouissons, du point de vue D.C.A. Je ne connais pas les

projets du ministère de la Défense nationale. Je ne connais pas les projets du ministre de la Défense nationale. Mais je puis dire que toute la D.C.A. que j'aie vue dans la région, c'est l'excellente unité de défense contre avions de Lanark et Renfrew, dont je suis très fier. Elle compte de bons officiers, de bons sous-officiers. Mais, comme toutes les unités, elle a du mal à recruter son monde. Elle est armée d'un modèle de canon de D.C.A. qui, d'après les normes actuelles, serait tenu pour désuet.

Je me demande où en sont des villes comme Ottawa, Toronto, Hamilton ou Montréal dans l'établissement de banques de sang ou de plasma sanguin, à l'extérieur des villes mêmes. Ce serait insensé d'attendre de dépôts établis à l'intérieur des villes qu'elles s'acquittent de ce travail. Je me demande où l'on en est à cet égard et si nous n'aurions pas perdu huit mois et demi ou neuf mois avant d'en arriver à quelque chose de vraiment pratique, quelque chose qui soit plus qu'un simple travail de paperasserie?

Si on peut en croire le général Worthington lui-même ou le président des États-Unis, il s'agit ici d'une question d'importance vitale. Il ne me semble pas que ce soit des services de défense qui coûtent vraiment cher à établir, puisque leur efficacité dépend, dans une très large mesure, de l'excellence de l'instruction. Le ministre nous a parlé de ces hommes qu'on instruisait à Connaught afin de jeter les bases d'une organisation de défense civile et nous a dit qu'un jour nous aurions quatre cents personnes parfaitement instruites à cet égard. Tout cela est fort bien, mais on mettra beaucoup plus de temps pour instruire nos guetteurs au feu et surtout,—j'insiste sur le "surtout",—les personnes dont le rôle consistera à soigner les blessés. On ne saurait former des secouristes en un tournemain. C'est absolument impossible. Leur coefficient d'efficacité dépend directement de leur degré de formation. Si tant est qu'il soit nécessaire de former quelqu'un, eu égard à cette terrible éventualité, il nous faudra un grand nombre de personnes formées, du point de vue des cours de secourisme, du genre de celui qu'offre l'association ambulancière Saint-Jean.

Il faudra entraîner presque toute la population, car tous devront être au courant. Il faudra aussi donner une instruction complète aux gens qui sont capables de traiter le genre de blessures infligées en cas de bombardement, car il en résulte des blessures comme on n'en voit de nos jours que dans les accidents de mine ou les accidents industriels très graves. C'est ce que vous devrez faire, bien que ces préparatifs demanderont un certain temps, car dans une ville qui pourrait essayer